



GETTY IMAGES

La face cachée du premier traité international sur l'IA

Les fondements de l'ingérence gouvernementale sont en train d'être posés.

- Josue Michels
- [17/09/2024](#)

Le premier traité international sur l'intelligence artificielle (IA), signé le 5 septembre, est si flou qu'il risque d'avoir l'air anodin. C'est pourtant dangereux.

Le traité est intitulé « Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit ». Il a été signé par l'Union européenne, les États-Unis, le Royaume-Uni, Andorre, la Géorgie, l'Islande, la Norvège, la Moldavie, Saint-Marin et Israël. L'Argentine, l'Australie, le Canada, le Costa Rica, le Vatican, le Japon, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay ont également participé aux négociations.

PT_FR

Dans le traité, on lit : « Chaque partie adopte ou maintient des mesures visant à garantir que les activités du cycle de vie des systèmes d'intelligence artificielle respectent l'égalité, y compris l'égalité entre les hommes et les femmes, et l'interdiction de la discrimination, comme le prévoit le droit international et national applicable. »

Chaque signataire est censé garantir que cela se produise ; comment exactement cela n'est pas défini. Une chose que le Conseil de l'Europe trouve frustrante, c'est que les divers pays ont chacun un niveau différent de liberté. Le site internet du conseil indique :

Le traité gouverne l'utilisation des systèmes d'IA dans le secteur public, y compris les entreprises qui agissent en son nom, et aussi dans le secteur privé. La convention offre aux parties deux manières de se conformer à ses principes et obligations lors de la réglementation du secteur privé : les parties peuvent choisir d'être directement obligées par les dispositions conventionnelles pertinentes ou, en alternative, prendre d'autres mesures pour se conformer aux dispositions du traité tout en respectant pleinement leurs obligations internationales concernant les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Cette approche est nécessaire en raison des différences dans les systèmes juridiques à travers le monde.

En d'autres termes, tous les gouvernements ne peuvent pas prendre le contrôle absolu, mais ils devraient aller aussi loin qu'ils le peuvent.

Le *Guardian* a commenté : « Le gouvernement britannique a signé le premier traité international sur l'intelligence artificielle,

dans le but d'empêcher les utilisations abusives de cette technologie, comme la diffusion de fausses informations ou l'utilisation de données biaisées pour prendre des décisions. »

Cela semble génial, mais la désinformation et les données biaisées doivent être définies. Il est crucial de savoir qui veut le définir.

La force la plus influente derrière le traité était l'UE, qui a déjà sa propre loi sur l'IA. Cette institution est bien connue pour vouloir tout réglementer, de la façon dont vous lavez votre vaisselle à ce que vous dites en ligne. Elle inflige des amendes, des plus petites entreprises aux plus grandes sociétés technologiques. L'UE fixe la norme mondiale en matière de réglementations strictes.

Un autre participant au traité sur l'IA, qui est cependant moins connu, est le Vatican. Le pape François a spécifiquement plaidé en faveur du traité. En décembre dernier, il a déclaré : « L'échelle mondiale de l'intelligence artificielle montre clairement que, parallèlement à la responsabilité des États souverains de réglementer son utilisation en interne, les organisations internationales peuvent jouer un rôle décisif en concluant des accords multilatéraux et en coordonnant leur application et leur mise en œuvre. » L'Église catholique a l'habitude de définir des lois internationales qui vont au-delà de la souveraineté nationale.

Un autre signataire clé est les États-Unis, qui ont récemment adopté un décret présidentiel sur l'IA. L'ancien président américain Barack Obama a inspiré le décret et a milité pour des réglementations sur l'IA depuis 2016. En mars, Obama a rencontré l'ancien Premier ministre britannique Rishi Sunak et a discuté de l'IA ; il a également rencontré Sir Keir Starmer, l'actuel Premier ministre britannique. Il pense à une réglementation mondiale de l'IA.

Pourquoi avoir un traité flou sur l'IA qui n'entraîne pas de sanctions concrètes ? Concernant l'accord de Paris sur le climat, Obama a déclaré :

Nous savions tous à l'époque que Paris en soi ne résoudrait pas la crise climatique, car ce qu'il a fait, c'est demander à chaque pays de fixer ses propres objectifs de réduction de ses gaz à effet de serre. Et nous savions que certains pays n'allaient pas être aussi ambitieux qu'ils devaient l'être, que la transition d'une économie d'énergie sale à une économie d'énergie renouvelable allait être perturbante et ne se ferait pas du jour au lendemain. Mais notre hypothèse de base était qu'une fois que nous aurions fait signer tout le monde, une fois que nous aurions l'architecture d'un accord mondial, alors avec chaque année successive, nous pourrions essayer de négocier des réductions de plus en plus importantes, des objectifs de plus en plus ambitieux.

Obama a admis avoir imposé sa volonté à d'autres pays. Le site web de la Fondation Obama indique : « L'accord de Paris reste l'une des réalisations dont le président Obama est le plus fier. » Cet accord a fait chuter l'économie des États-Unis et d'autres pays occidentaux et a étendu la portée du gouvernement aux industries du monde entier. (Découvrez plus à ce sujet dans « [De quoi l'accord de Paris sur le climat s'agissait en réalité](#) », par le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry.)

Le principal pouvoir derrière ce traité sur l'IA est l'UE, plus précisément l'Allemagne. Mais la stratégie est la même. Tout d'abord, convaincre autant de nations que possible de signer un traité peu clair qui permet une gestion indépendante. Ensuite, définir des lignes directrices et militer en faveur de plus de réglementation et des contrôles renforcés.

Cela est en phase avec les réglementations passées de l'UE. Comme l'a expliqué le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, dans « [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) » : « Les nouvelles lois de l'UE tentent non seulement de freiner les grandes entreprises technologiques américaines, mais de prendre le contrôle du Web. [...] L'UE, dirigée par l'Allemagne, se comporte comme le Saint Empire romain s'est toujours comporté. L'Allemagne cherche une fois de plus à imposer sa volonté au monde. »

Les réglementations de l'UE se résument toujours à une quête de pouvoir. Mais pourquoi réglementer l'IA ?

L'IA est un outil puissant et dangereux. Les recherches Google, les flux de réseaux sociaux, et les recommandations sur YouTube sont de plus en plus définies par des algorithmes d'IA. Certains trouvent cela effrayant, car la pensée des gens risque d'être façonnée par l'IA. Ils peuvent se voir refuser l'accès à des services cruciaux tels que la banque ou des programmes gouvernementaux, en raison d'une décision prise par l'IA. L'IA est également utilisée dans la reconnaissance faciale, qui pourraient avoir un rapport avec l'imposition de poursuites pénales. On dit que l'IA va révolutionner presque tout.

Certaines de ces craintes sont peut-être exagérées, et l'UE joue sur cela pour convaincre les nations de signer leurs réglementations. Mais étant donné que l'IA devrait révolutionner presque tout, cela donnerait au régulateur le contrôle sur pratiquement tout.

C'est le danger d'élaborer des réglementations internationales gouvernant l'IA. Au lieu de laisser aux entreprises le soin de prendre ces décisions, ce qui donne aux particuliers la possibilité de contourner leurs effets, les organes internationaux établiront la norme. Cela pourrait garantir que chaque chatbot enseigne qu'il y a plus de deux genres, que le changement climatique est réel, et que nous avons tous évolué à partir de singes. Ils diront des choses comme : « Il convient de noter que la théorie de l'évolution n'est pas basée sur une croyance, mais sur des preuves empiriques qui ont été rigoureusement testées et validées par la communauté scientifique pendant de nombreuses décennies » (perplexity.ai).

Une réglementation universelle pourrait garantir qu'aucune lesbienne, aucun gay, aucun bisexuel, aucune personne transgenre et aucun queer ne se voit refuser le droit d'adopter des enfants. Cela pourrait faire en sorte que ceux qui croient au mariage traditionnel soient censurés, voire arrêtés, pour discours de haine.

Les applications sont nombreuses et effrayantes. C'est pourquoi nous devons surveiller le pouvoir qui veut définir notre monde.

La Bible est claire : la pression pour que les humains s'unissent sous un même ensemble de lois définies par l'homme vient de Satan, qui séduit le monde entier (Apocalypse 12 : 9). Il est le père du mensonge (Jean 8 : 44). Tout outil qui supprime la vérité est sa conception. Pourtant, la Bible indique clairement que la dernière tentative de l'homme pour se gouverner lui-même échouera, et cédera la place au règne éternel de Dieu (Daniel 2 : 44).